

Session consacrée au budget primitif 2019

Discours du Président du Conseil départemental

« seul le prononcé fait foi »

Mes chers collègues,

Mesdames et Messieurs, chers internautes,

En votre nom à toutes et tous, je souhaite la bienvenue à Alain PICARD qui occupe désormais le fauteuil de notre regretté collègue Pierre COSTES aux côtés de Danièle DHELIAS. Kinésithérapeute de profession, Alain a occupé de nombreuses fonctions associatives sur le canton du Val du Dropt. Il a également été élu au sein du conseil municipal de Castillonnès.

Mes chers collègues,

Malgré un contexte national morose,

Cette session budgétaire me permet d'affirmer une triple satisfaction :

- 1) – les indicateurs de gestion de notre collectivité sont au vert et sur une bonne trajectoire,**
- 2) – les grands projets aboutissent,**
- 3) – nos politiques de proximité réussissent et le Lot-et-Garonne est une référence dans nombre de dossiers !**

I – Premier motif de satisfaction :

Grâce aux efforts que nous avons engagés pour desserrer l'étau dans lequel l'Etat enferme les Départements ruraux depuis de nombreuses années, 2018 aura marqué le retour des finances départementales sur une bonne trajectoire.

Le cadre posé en Débat d'Orientations Budgétaires il y a quelques semaines l'a démontré. Le rebond annoncé est bien là ! En termes financiers et en termes de projets !

Les indicateurs du Département sont au vert en 2018 et nous allons poursuivre sur cette voie en 2019 et les années suivantes.

Notre épargne brute atteint son meilleur taux depuis 10 ans à 44, 3 M d'euros au CA 2018 !

Notre capacité de désendettement passe sous la barre des 6 années, ce qui est un bon chiffre lorsque la cote d'alerte est au-delà de 10-12 ans.

Nos dépenses de fonctionnement (toujours au CA prévisionnel 2018) sont contenues au-dessus de 0,5 % alors que le plafond maximal fixé par l'état est de 1,14%, avec un budget primitif à 1,10%.

L'objectif pour 2019 (et des années suivantes) est de poursuivre et d'amplifier cette trajectoire. Cet objectif est inscrit dans notre budget primitif :

- **Poursuivre la maîtrise des dépenses de fonctionnement (0,8 % de prévisionnel contre 1,10 % au BP 2018).**
- **Limiter le recours à l'emprunt en maintenant la dynamique de désendettement.**
- **Mener une politique d'investissement volontariste, nécessaire au développement de notre territoire.**
- **Et, bien sûr, sans augmenter la fiscalité en 2019... et les années suivantes !**

La situation est donc saine et nous avons dégagé les moyens de nos ambitions au service des Lot-et-Garonnais. Je ne fais, pour autant, pas de triomphalisme tant la situation des départements ruraux est fragile.

Tout cela n'a pu être réalisé qu'au prix d'importants efforts de gestion afin de conjurer l'effet ciseaux imposé par l'Etat avec le non remboursement des charges de solidarité nationale que nous assumons pour son compte.

Depuis 2015, le Département a dû faire face à une perte cumulée de dotation globale de fonctionnement de 35,2 M d'euros et il a dû financer, sur ces mêmes années 2015-2017, un reste à charge net cumulé de 158,9 M d'euros sur les 3 allocations individuelles de solidarité.

La situation est surréaliste ! Et nous y avons fait face !

Certes, le recours au levier fiscal en 2017 pour financer le reste à charge des allocations de solidarité nationale insuffisamment compensé par l'Etat a contribué à la stabilisation de la situation financière du Département.

Mais l'effort demandé aux Lot-et-Garonnais aurait été insuffisant s'il n'avait été conjugué aux importants efforts réalisés en matière de maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Vous le savez, je l'ai crié haut et fort, la hausse de fiscalité de 2017 m'a révolté ! J'ai crié à l'injustice face à ce recours forcé au levier fiscal. C'est le combat que

j'ai mené auprès de l'ancien gouvernement et que je mène toujours au sein de l'ADF et auprès du Gouvernement. C'est ce message que j'ai développé devant Jacqueline GOURAULT lorsque je l'ai rencontrée à l'Elysée à l'invitation du Président de la République.

Nous refusons cette relation infantile que voudrait nous imposer l'Etat. Nous sommes lassés et révoltés de ses injonctions paradoxales qui nous demandent, d'un côté de serrer la vis sur toutes nos politiques publiques et qui, de l'autre, nous accable de charges nouvelles qu'il ne compense pas à leur juste hauteur.

Le pilotage rigoureux de la collectivité et les choix politiques forts de réorientations et de priorisations de nos actions, tant en fonctionnement qu'en investissement, ont permis de préserver les équilibres budgétaires et de reconstituer nos marges.

Je veux rappeler que dans ce contexte, redresser la barre relevait de la prouesse. Nous y sommes parvenus.

Je ne me tresse pas de lauriers en disant cela. J'aborde ces sujets avec beaucoup d'humilité car le travail a été collectif.

En effet, nous y sommes parvenus parce que nous avons relevé le défi tous ensembles.

Nous avons su remettre à plat nos politiques publiques et en débattre de manière sereine dans le cadre de la commission de refondation qui regroupe toutes les sensibilités politiques de notre Assemblée. Cette capacité à dépasser les clivages partisans a été une force dans l'adversité.

Nous avons su mobiliser nos partenaires et définir avec eux les modalités d'un soutien mieux calibré !

Nous avons relevé ce défi en réorganisant notre propre fonctionnement, en stabilisant les recrutements et en redéployant nos effectifs.

Je veux saluer l'esprit de responsabilité de nos agents qui ont compris cette démarche et ont accompli beaucoup d'efforts pour accompagner les réorganisations.

II - Deuxième motif de satisfaction :

L'aboutissement de nombre de grands projets structurants qui placent le Lot-et-Garonne à un niveau d'investissements publics et privés qu'il n'a jamais connu dans son histoire récente.

Une dynamique nouvelle est à l'œuvre et le Département en est au cœur.

La restauration de nos marges de manœuvre nous permet de proposer un budget d'investissement en augmentation pour 2019. Il s'établit à plus de 55 Millions d'euros.

Dans le même temps, notre collectivité continue de se désendetter, comme en 2018. Désendettement, léger certes, mais le cycle vertueux est enclenché.

Nous consacrerons un budget d'investissement en augmentation, à 20 M d'euros à l'entretien et à la modernisation de nos 3 000 kilomètres de routes ! Nous aurons investi, en cumulé, 300 M d'euros entre 2008 et 2018.

En 2019, nous inscrirons aussi, quasiment 9 M d'euros dans la modernisation de nos collèges (une augmentation de 30 % par rapport à la moyenne des 4 dernières années) et nous allons engager en DM1 un plan pluriannuel d'investissements ambitieux pour améliorer les conditions d'apprentissage de nos collégiens.

En 2019, nous apportons une contribution de 5 M d'euros au capital de la Société d'Economie Mixte qui va assurer l'investissement des équipements collectifs du Center Parcs en partenariat avec la Caisse des Dépôts et Consignations, la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté de Communes des Coteaux et Landes de Gascogne.

Le projet est entré dans sa phase opérationnelle, les travaux de VRD vont démarrer bientôt et j'ai le plaisir de vous annoncer que les entreprises retenues pour les VRD sont toutes Lot-et-Garonnaises !

Nous avons réuni récemment le comité emploi qui regroupe les services de l'Etat, Pôle Emploi, la Région, le Département et le groupe Pierre et Vacances pour préparer au mieux la phase des recrutements qui, je le rappelle, avoisinent les 300 emplois.

Autre grand dossier pour lequel nous consacrerons une enveloppe de 3, 7 M d'investissement en 2019 : le déploiement de la fibre optique.

Vous le savez, nous avons obtenu la couverture totale du département en 2023 en nous engageant dans la procédure d'appel à manifestation d'engagements locaux lancé par le Gouvernement. Le dossier devrait être, enfin, validé par le l'Etat courant avril.

Dans ce dossier, non seulement nous avons gagné 5 ans par rapport au plan de déploiement initial, mais nous avons réussi à diviser par trois le coût total des travaux à la charge des collectivités. Par ailleurs, je suis très satisfait d'avoir obtenu un accord avec le groupe Orange car c'est un gage d'efficacité.

Plus de 25 000 nouveaux logements et entreprises seront raccordés à la fibre en 2019. La dynamique est lancée ! C'est un dossier énorme qui, je le rappelle,

mobilisera plus de 200 M d'euros d'investissements dont deux tiers privés et qui générera autour de 300 emplois.

Je ne peux pas évoquer l'enjeu du numérique sans naturellement parler du Campus numérique. Celui-ci vient d'obtenir sur le plan national le label French Tech. Cette bonne nouvelle a été annoncée il y a 48 heures par le nouveau secrétaire d'Etat chargé du Numérique, Cédric O, et la directrice générale de la French Tech.

Ce label était jusqu'alors attribué à des pôles métropolitains reconnus pour leur écosystème de startups. Cette marque décernée au Campus constitue donc une véritable reconnaissance du travail accompli en 2 ans par cette structure dont nous avons voulu qu'elle devienne la technopole de la transition numérique en Lot-et-Garonne. Le pari est aujourd'hui en passe d'être gagné.

Le dossier de l'extension de l'Ecole Nationale d'Administration Pénitentiaire avance également. C'est un projet d'investissement à hauteur de 60 M d'euros, avec des retombées économiques importantes, certes pendant les travaux, mais surtout par la suite avec une augmentation importante des personnels enseignants.

Cette extension de l'ENAP confortera ainsi la place de l'Agenais et du Lot-et-Garonne en matière d'enseignement supérieur, après la création en début d'année, au sein du pôle universitaire d'Agen, de la Première Année Commune aux Etudes de Santé.

Je veux aussi saluer le travail considérable effectué par le Comité Départemental du Tourisme et son Président Jacques Bilirit, en lien avec nos services.

Les Etats Généraux du tourisme s'avèrent être un succès. La marque Lot-et-Garonne que Jacques Bilirit nous a présenté en Commission Permanente est très bien accueillie par nos opérateurs touristiques qui s'en feront ainsi les Ambassadeurs.

Nous étions mardi soir à Paris, avec le Président Bilirit, pour lancer le mois du Lot-et-Garonne à la Maison de la Nouvelle-Aquitaine ! L'affluence et la bonne perception de notre marketing produit sont de bons augures.

Le CDT et le Département ont lancé un défi ! Doubler notre capacité d'accueil dans les 10 prochaines années.

Avec ces premiers constats, ce pari est bien engagé !

Pour conclure sur les grands dossiers d'investissement, j'aime rappeler que le Lot-et-Garonne connaît une phase d'investissements industriels exceptionnels dans l'agroalimentaire avec DEUERER à Villeneuve sur Lot qui investit 50 M d'euros pour l'extension de ses activités ; Vitamont investit 14 M d'euros à Monflanquin et je

salue Christine Gonzato-Roques et Marcel Calmette pour leur engagement à trouver une solution de desserte voirie de cette entreprise portée par le Département. Le groupe VEGECROC investit 30 M d'euros sur l'Agropole, le groupe Léa Nature investit 7 M d'euros et le groupe BIOCOOP autour de 20 M d'euros sur Damazan. Le secteur de l'aéronautique continue à investir et à recruter à Marmande et à Villeneuve. Des investissements importants sont aussi lancés sur la zone d'accueil d'entreprises de l'Agglomération d'Agen et Sainte Colombe en Brulhois...

Vous le savez, ce dynamisme de l'investissement génère de très nombreuses créations d'emploi et il nous faut prendre à bras le corps la problématique de la difficulté de recrutement par les entreprises. Le département n'a pas de compétence particulière dans ce domaine mais il a la capacité à fédérer tous les acteurs concernés pour trouver des solutions !

C'est ce que nous faisons dans le domaine du numérique, dans le domaine de l'agro-alimentaire et du secteur de l'aide à domicile... Je remercie nos services qui s'investissent, chacun dans leur domaine, dans ce grand chantier.

Avec la plateforme JOB 47 nous innovons dans ce domaine en favorisant le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA. L'engagement de nos services a permis un doublement d'inscrits sur la plateforme ces deux derniers mois.

JOB 47, ce n'est pas seulement une plateforme de mise en relation des employeurs et des demandeurs d'emploi. C'est d'abord une équipe présente sur le terrain pour accompagner les entreprises et les bénéficiaires du RSA dans cette démarche.

III – Troisième motif de satisfaction :

Nos politiques de proximité réussissent et pour certaines le Lot-et-Garonne est une référence.

Nos politiques de proximité se déploient avant tout dans le secteur social car le Département reste la collectivité de référence pour aider les plus fragiles à faire face aux difficultés de la vie.

En 2019, un accent particulier sera mis sur les actions en faveur de la protection de l'enfance et de l'accompagnement des familles avec un budget qui devrait dépasser les 52 M d'euros.

Le travail avec les associations d'aide à domicile sera renforcé pour rendre un meilleur service de maintien à domicile pour nos aînés. La mise en place des CPOM (contrat pluri-annuels d'objectifs et de moyens) constitue une opportunité pour

approfondir nos relations et apporter un meilleur soutien en terme d'organisation de gestion et de planification.

Ce secteur connaît des difficultés financières récurrentes liées à divers facteurs : baisse d'activité, difficultés de recrutement, difficultés d'organisation, suppression des contrats aidés !

Pour faire face à cette situation, le taux horaire a été augmenté, il passe de 20,10 € à 20,50 €.

Les politiques de proximité ce sont aussi les maisons de santé et l'organisation originale du Lot-et-Garonne en aires et réseaux de santé.

Nous poursuivons la couverture du territoire et j'ai eu le plaisir d'assister, la semaine dernière, à la pose de la première pierre de la future maison de santé de Damazan/Buzet.

Dans le domaine éducatif, nous agissons pour offrir les meilleures conditions de réussite à nos collégiens avec une augmentation conséquente des investissements, mais également avec l'expérimentation du dispositif « fusion jeunesse » dans 9 collèges du Département.

L'objectif de cette initiative développée au Canada depuis une dizaine d'années consiste à encourager la persévérance scolaire des jeunes en développant des projets d'apprentissage pluridisciplinaires.

Ce dispositif, financé pendant la phase expérimentale par la Région, est pleinement soutenu par l'Education Nationale qui envisage de la généraliser à l'ensemble des établissements de Nouvelle Aquitaine.

Toujours dans le domaine des collèges, la démarche du « 47 dans nos assiettes » connaît un succès exceptionnel.

En Lot-et-Garonne, les objectifs initiaux sont largement atteints, les achats en produits frais qui étaient de 40 % il y a 4 ans, sont passés à 70 %. Et surtout 100% de produits frais sont issus des producteurs Lot-et-Garonnais. Le gaspillage alimentaire a été considérablement réduit.

Le Conseil Départemental a été récompensé en obtenant le prix Territoria d'Argent et plus récemment le 3^{ème} prix national des Eco-Maires. Cette reconnaissance nationale a pour conséquence que d'autres départements regardent de très près ce qui se passe en Lot-et-Garonne et appellent nos services pour demander des conseils.

Avec cette action, c'est une véritable filière d'économie circulaire agricole qui se met en place chez nous. Nous avons la chance d'être le premier département de

France par la diversité de ses productions et d'être le premier département Bio de Nouvelle-Aquitaine.

Cette semaine j'ai reçu, avec les services, l'administrateur d'un groupement d'établissements sanitaires et sociaux publics (EHPAD et Etablissement d'accueil de personnes handicapés) qui souhaite s'intégrer à la démarche. Ce groupement représente 3 millions de repas par an ! Aujourd'hui nous distribuons 1, 5 million par an dans nos collèges.

Si cette perspective se concrétise nous pourrions tripler notre impact sur l'économie agricole de notre département.

Oui, n'en déplaise à certains, du 47 dans nos assiettes est bien une expérience exceptionnelle à l'actif de notre collectivité.

Je pourrai décliner nombre de nos politiques de proximité qui sont appréciées de nos partenaires, dans le domaine du sport, de la culture, de l'inclusion numérique et bien d'autres encore...

Je ne le ferai pas pour ne pas être trop long et je voudrais terminer par un grand et beau chantier que nous déploierons en 2019, celui de la démocratie participative dont je vous ai précisé les contours le mois dernier.

Depuis 10 ans, nous avons fait de la concertation avec les forces vives du territoire, notre marque de fabrique. Avec mon équipe, je souhaite aller plus loin en associant davantage les Lot-et-Garonnais à la décision. Laurence LAMY nous présentera aujourd'hui les grands axes de cette nouvelle approche démocratique que nous allons développer. Bien au-delà des mesures symboliques, ce que nous voulons ancrer dans la culture territoriale, c'est notre lien de confiance avec les citoyens Lot-et-Garonnais. Nous devons inventer les outils qui permettront demain d'associer mieux encore les Lot-et-Garonnais à la définition, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques départementales.

Ce lien nouveau avec les habitants représente une réelle opportunité pour agir encore plus efficacement au service de tous.

Je vous remercie pour votre attention.